

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI »
(PEQH) DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (MENFP)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI
(APREH IV)**

**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI »
(PEQH) DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (MENFP)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 6
Objectifs et Étendue de l'Audit	6 – 10
Résultats de l'Audit	10– 12
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	13 – 15
États des Flux de Trésorerie	16
États des Investissements Cumulés	17
Notes afférentes aux États Financiers	18 – 29
Annexes I – II – III – IV	
Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	30 – 31
Commentaires sur le Contrôle Interne	32 – 33

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI »
(PEQH) DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (MENFP)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

Le 28 février 2020

Monsieur Schiller Caton
Coordonnateur
Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH)
En ses bureaux

Monsieur Caton,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui sont composés de: l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi qu'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du programme. La Direction de la cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du MENFP est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Selon l'Accord de Financement non Remboursable No 3355/GR – HA, signé le 20 février 2015, entre la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et la République d'Haïti, représentée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), un don d'un montant de \$ 24 millions a été octroyé au Gouvernement Haïtien dans le cadre du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV).

L'objectif principal du projet est d'appuyer les trois (3) piliers suivants du Plan Opérationnel du Gouvernement Haïtien : (i) l'amélioration de l'accès à l'éducation (éducation préscolaire et fondamentale) ; (ii) l'amélioration de la qualité de l'éducation (avec une attention spéciale à la lecture, l'écriture et le calcul de base) et (iii) le renforcement institutionnel et des capacités de gouvernance du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Les composantes de l'opération sont énumérées ci-dessous:

Objectifs spécifiques par Composante

Composante 1 - Expansion de l'accès à l'éducation

Cette composante contribue à l'atteinte de l'objectif d'expansion de l'accès à l'éducation. Parmi les activités essentielles qui seront financées, peuvent être citées: (i) remplacement de maximum cinq (5) écoles publiques offrant un accès amélioré à l'éducation gratuite à 4, 100 élèves du préscolaire à la 9^{ème} année, en deux vacations, et (ii) offre d'éducation gratuite à 31, 738 élèves d'écoles non publiques des deux premiers cycles de l'enseignement fondamental, promouvant ainsi l'accès et la rétention.

Sous composante 1.1 : Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité

Le MENFP, via l'UTE construira des écoles en tenant compte des leçons apprises dans le cadre d'opérations antérieures, dont : (i) planification améliorée des sites des écoles ; (ii) utilisation de prototypes d'écoles standardisées et de nouvelles directives et normes pour les écoles ; (iii) utilisation de processus internationaux de passation de marchés la construction et la supervision ; et (iv) coordination améliorée entre agences du Gouvernement Haïtien. La sélection des projets de construction d'écoles ciblera le remplacement des quatorze (14) structures temporaires restantes construites après le séisme de 2010 (Accord de Financement non Remboursable No 2153/GR-HA). Cependant, au cas où les sites s'avèreraient inadéquats pour la construction d'une véritable école, les critères de sélection utilisés dans le cadre d'opérations antérieures seront appliqués pour la sélection des sites, y compris pour le remplacement d'écoles en mauvais état et pour des écoles dans des communautés ne disposant pas d'écoles publiques dans leur voisinage. Certaines ressources seront également utilisées pour fournir des espaces de bureau temporaires pour le personnel du MENFP pendant la reconstruction du nouvel édifice du MENFP dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2863/GR-HA. Tout au plus, cinq (5) écoles seront reconstruites et complètement meublées en utilisant des ressources de la Banque.

Sous composante 1.2 : Ouvrir l'accès à l'éducation gratuite via le Programme d'Exonération de Scolarité

Cette composante contribuera à la subvention du paiement de la scolarité pour des élèves inclus au programme PEQH/MENFP inscrits en 1^{ère} année, entre 2010 et 2012, jusqu'à la fin de leur éducation primaire (de la 1^{ère} à la 6^{ème} année). Le programme PEQH a été introduit en 2007, et paie US \$ 90 par enfant par année scolaire à 1, 140 écoles non publiques, au bénéfice de 262, 818 élèves. Des US \$ 90 par élèves, 77% (environ US \$

69) sont réservés aux dépenses administratives, y compris les salaires des enseignants, et les 23% restants sont réservés à l'achat de manuels scolaires par les écoles. 31, 738 élèves bénéficieront de cette sous-composante.

Composante 2 - Amélioration de la qualité des services

Cette composante sera centrée sur la formation des maîtres pour l'enseignement primaire, sur l'accès aux services de Développement de la Petite Enfance (DPE) et sur la formation des maîtres et du personnel de la DPE.

Sous composante 2.1 : Formation en service des maîtres

Pour faire face aux problèmes du niveau de formation des maîtres, la composante appuiera le MENFP en (i) fournissant une assistance technique pour la tenue d'un registre national des enseignants monté dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No 2643/GR-HA; (ii) élaborant et mettant en place un processus de certification des Institutions existantes de formation d'instituteurs (IFI) pour une formation en service mieux structurée et mieux ciblée des enseignants de l'éducation primaire dans les secteurs public et non public; (iii) formulant puis exécutant un programme de formation de formateurs d'enseignants, y compris les inspecteurs d'écoles; (iv) appuyant la certification, la formation et le développement professionnel des enseignants de l'école fondamentale; (v) développant et appliquant un programme de mentorat pour accompagner les enseignants après leur formation, et pour les directeurs d'écoles, pour leur permettre d'offrir un leadership dans l'instruction à leurs écoles; (vi) offrant une assistance technique à la Direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) du MENFP, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle de régulateur du secteur en charge du développement et de l'application des normes pour les enseignants; et (vii) évaluant le programme de formation des maîtres.

Sous composante 2.2 : Développement de la Petite Enfance (DPE)

Cette sous composante a pour objectif d'appuyer les efforts du MENFP de fournir des services de qualité dans les écoles, en ligne avec le nouveau programme de DPE. Des ressources du projet seront utilisées pour financer les activités suivantes: (i) développement d'un programme de formation pré-service au DPE; (ii) élaboration d'un programme de formation ciblant les enseignants des institutions de formation, ainsi que les inspecteurs d'écoles; (iii) pilotage du nouveau programme de DPE dans cent cinquante (150) salles de classes préscolaires dans des écoles publiques actuellement en construction, ciblant les élèves de quatre (4) à cinq (5) ans, y compris une formation en service pour des enseignants en salle de classe pour qu'ils puissent efficacement enseigner en utilisant le nouveau programme; (iv) assistance technique au MENFP pour le suivi et l'évaluation du progrès des activités ci-dessus; et (v) évaluation du nouveau programme de DPE.

Quant aux enfants de moins de quatre (4) ans qui grandissent dans des familles pauvres avec, en majorité, des parents analphabètes et dont les phases de développement sont très limitées, leur manque d'accès à des programmes de DPE de qualité implique un grand désavantage pour leur développement futur. Vu l'existence limitée de programmes

publics de DPE, des ressources du projet appuieront le développement et le pilotage d'un programme d'éducation des parents, dans le cadre duquel des agents communautaires formés travailleront initialement avec cent (100) familles sur les méthodes de stimulation et d'interaction avec leurs enfants pour encourager leur développement et leur apprentissage futur.

Composante 3 - Renforcement Institutionnel/Gouvernance

Cette composante fournira une assistance technique au MENFP dans les domaines essentiels suivants: (i) Assistance technique pour la consultation de long terme « incorporée » pour appuyer les directions techniques du MENFP dans la planification et la réalisation d'activités liées à la composante II et à la gestion du Projet. Le 10 septembre 2014, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Finlande a signé un Mémoire d'Entente avec le MENFP confirmant son intérêt à fournir une expertise technique dans les domaines de la formation des maîtres, de la DPE, du développement des curriculums, des examens administrés aux élèves, et du développement de politiques. Il est prévu que le Ministère Finlandais mettra à disposition des conseillers seniors (détachés) pour travailler dans ces domaines. Des ressources du projet couvriront les frais de voyage et de logistique pour les experts finlandais ; et (ii) vu le manque constant d'informations actualisées et fiables sur le secteur de l'éducation, l'Association Internationale pour l'Évaluation des Acquis de l'Éducation (IEA) sera directement recrutée pour : (1) analyser les bases de données existantes sur les résultats obtenus aux examens nationaux pour créer des informations de ligne de base sur les acquis des élèves ; (2) créer de nouveaux outils d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul pour les premières années du fondamental. Spécifiquement, l'IEA aura à charge le développement de nouveaux instruments d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul, en français comme en créole, en 2^{ème} année, et les compétences en lecture, écriture et mathématiques en 4^{ème} année ; (3) piloter et évaluer les instruments d'évaluation ; et (4) fournir une assistance technique au MENFP pour les évaluations à venir et pour les institutionnaliser.

Composante 4 - Administration et Supervision du Projet

Cette composante financera: (i) les coûts administratifs de l'Unité de Coordination du Projet (UCP/MENFP) au sein du MENFP, y compris les honoraires du personnel technique et des comptables ; (ii) le monitoring et l'évaluation ; et (iii) les audits financiers. Pour relever certains défis confrontés dans le cadre d'opérations antérieures impliquant la communication et la coordination entre le MENFP et les unités d'exécution existantes UTE, FAES, le MENFP a demandé que pour cette opération soit créée une UCP/MENFP interne pour diriger le processus global de planification et d'exécution du Projet, spécifiquement les composantes de renforcement institutionnel et d'amélioration de la qualité (Composantes 2 et 3). Le MENFP continuera à s'en remettre à l'UTE pour la construction des écoles (Sous composante 1.1) et à la cellule PEQH pour le programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2).

MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU PROGRAMME

Le coût total du programme s'élève à vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars (\$ 24, 250, 000). Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

En milliers de dollars américains

Composante	Sources		
	BID	Local	Total
Composante 1: Expansion de l'accès à l'Éducation	9,115.00	-	9,115.00
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579.00	-	5,579.00
1.2 Programme d'exonération de scolarité	3,536.00	-	3,536.00
Composante 2: Amélioration de la qualité des services	9,064.00	-	9,064.00
2.1 Formation en service des maîtres	5,614.00	-	5,614.00
2.2 Programme DPE	3,450.00	-	3,450.00
Composante 3: Renforcement Institutionnel/Gouvernance	2,597.00	-	2,597.00
3.1 Renforcement du MENFP	1,597.00	-	1,597.00
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour premières années	1,000.00	-	1,000.00
Composante 4: Administration et Supervision du Projet	2,113.00	250.00	2,363.00
4.1 Coordination du projet	1,743.00	250.00	1,993.00
4.2 Révision intermédiaire et finale	120.00	-	120.00
4.3 Audit	250.00	-	250.00
Imprévus	1,111.00	-	1,111.00
Total	<u>24,000.00</u>	<u>250.00</u>	<u>24,250.00</u>

Le projet restera ouvert aux Accords de Financement additionnels (co-financements) pendant sa phase d'exécution.

EXÉCUTION

Le projet sera exécuté par deux Organismes d'exécution: le MEF, qui agira par l'intermédiaire de l'UTE, et le MENFP, qui agira par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP de PEQH. Le MEF, par l'intermédiaire de l'UTE, sera responsable de la construction des écoles (Sous composante 1.1). Le MENFP, par l'intermédiaire de PEQH sera responsable du programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2) et par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP, sera responsable de l'amélioration de la qualité de l'éducation et du renforcement institutionnel (Composantes 2 et 3). L'unité de Passation de Marchés (UPM) du MENFP sera responsable pour la passation de marchés pour toutes les composantes, sauf l'infrastructure. Tous les organismes d'exécution, et ses intermédiaires (l'UCP/MENFP, l'UTE/MEF et PEQH/MENFP), démontreront, à la satisfaction de la Banque, que chacune d'elles remplit les conditions appropriées pour exécuter ses tâches dans le cadre du projet.

La répartition du budget de financement de vingt-quatre millions dollars de la BID a été modifiée de concert entre la BID et le Ministère des Finances en juin 2017. En effet, une réallocation a été effectuée pour un montant de \$ 6, 300,000, transférés du budget de l'UCP du MENFP au budget du PEQH du MENFP sur la composante 1.2 « Programme d'exonération de scolarité ».

Le 14 septembre 2017, la BID a approuvé une demande de réallocation budgétaire produite par le Ministère de l'Économie et des Finances afin de financer le programme de cantines scolaires. Ainsi, un transfert d'un montant de \$ 4, 200,000 a été effectué à partir des fonds de l'UCP en faveur de PEQH. Cette transaction a pris effet le 24 octobre 2017. Ainsi, au 30 septembre 2019, l'allocation du budget se présente comme suit, par organisme d'exécution:

	UTE/MEF	UCP/MENFP	PEQH/MENFP	TOTAL
Composante 1. Expansion de l'accès à l'éducation	\$ 5,579,000	\$ -	\$ 13,726,062	\$ 15,415,062
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579,000	-	-	5,579,000
1.2 Programme d'exonération de scolarité	-	-	13,726,062	9,836,062
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	984,685	-	4,163,800
2.1 Formation en service des maîtres	-	652,685	-	3,213,800
2.2 Programme de DPE	-	332,000	-	950,000
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	2,214,913	-	2,796,800
3.1 Renforcement du MENFP	-	678,551	-	596,800
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	1,536,362	-	2,200,000
Composante 4. Administration et Supervision du projet	-	1,185,340	310,000	1,612,930
4.1 Coordination du projet	-	1,125,340	120,000	1,242,930
4.2 Révision intermédiaire	-	-	190,000	120,000
4.3 Audit	-	60,000	-	250,000
Imprévus	-	-	-	11,408
TOTAL	\$ 5,579,000	\$ 4,384,938	\$ 14,036,062	\$ 24,000,000

Le présent rapport concerne uniquement les fonds gérés par PEQH du MENFP d'un montant de \$ 14, 036,062. Les activités mises en œuvre par l'UCP du MENFP ont pris fin au 30 septembre 2018 et les fonds gérés par l'UTE du MEF ont fait l'objet d'un rapport d'audit séparé pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulés pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants :

- A.** Déterminer si les états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), présentent fidèlement, à tous égards importants, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, les flux de trésorerie du Programme, et les investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux principes comptables applicables.
- B.** Examiner et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C.** Fournir des commentaires et observations sur les registres comptables, les systèmes et contrôles qui ont été examinés pendant l'audit.
- D.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID durant l'exercice terminé au 30 septembre 2019.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme.

Sorties de fonds

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant l'exercice terminé au 30 septembre 2019 qui s'élève à \$ 2, 007,707.

Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 40,154 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 28,108.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante: (i) les éléments de grande valeur par rapport au seuil de signification et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 8 et totalisent un montant de \$ 1,627, 313 (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été limité à 25 pour un montant de \$ 73,349, conformément à notre manuel de procédure d'audit.

Ainsi la population des dépenses testées est de \$ 1, 700,662 soit 85% de la population totale.

- . nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du programme et les registres financiers, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'accord de don;
- . nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de Programme; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du programme;
- . nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues;
- . nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du Programme sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire des biens est en place et régulièrement mis à jour. Pour les contrôles d'utilisation finale nous avons effectué des visites de sites pour nous assurer de l'existence des biens et /ou de leur utilisation;
- . nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de biens et services (100%) durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.

- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'accord de financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

III. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États financiers

À notre avis, à l'exception des dépenses récusées présentées à Note 7 et totalisant un montant de \$ 147, 453 au 30 septembre 2019, les états financiers du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), présentent fidèlement, à tous égards importants les flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et les investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Contrôle Interne

Nous avons examiné et évalué le contrôle interne mis en place par la Direction de PEQH dans le cadre de la gestion du Programme APREH IV afin d'apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d'audit appropriées dans les circonstances, dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du Programme pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019 et non sur le contrôle interne.

Notre évaluation du contrôle interne de PEQH nous a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer des faiblesses pouvant empêcher la Direction de PEQH d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers. Nous sommes d'avis que les points relatifs aux dépenses récusées par la BID et à l'entreposage inadéquat des équipements constituent des faiblesses importantes.

Nous n'avons observé aucune situation qui supposerait une non-conformité avec les dispositions financières de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 3355/GR – HA de la Banque Interaméricaine de Développement, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

Les situations à signaler sont rapportées dans les sections pertinentes du présent rapport.

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Coordination de PEQH a pris certaines mesures correctives suite aux recommandations produites au précédent rapport d'audit.

Recommandation 1 - Non rapprochement du Compte Clearing BNC au 30 septembre 2017

Recommandation a été faite à la Coordination de PEQH de continuer à adresser des requêtes à la BNC afin d'obtenir un rapport permettant de rapprocher la liste des virements effectués avec les listes d'écoles détenues à PEQH.

Situation Actuelle : Il n'a pas eu lieu d'assurer le suivi de cette recommandation en raison du fait qu'il n'y a pas eu de virement au compte des écoles inscrites au programme au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

Recommandation 2 - Constats découlant des visites de terrain

Recommandation a été faite à la Coordination de PEQH de renforcer la collaboration avec la structure du MENFP, en charge de la supervision du programme sur le terrain et d'effectuer des visites surprises, sur base d'échantillonnage, afin de s'informer directement sur les points de non contrôle et prendre les mesures correctives dans les délais requis.

Situation Actuelle : Il n'a pas eu lieu d'assurer le suivi de cette recommandation en raison du fait qu'il n'y a pas eu de décaissement de subventions aux écoles durant la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Recommandation 3 - Entreposage inadéquat des équipements

Recommandation a été faite à la Coordination de PEQH de voir à un entreposage adéquat des équipements acquis et de mettre en place des procédures d'utilisation propres à les préserver du vol, du vandalisme et de détérioration.

Situation Actuelle : Cette recommandation a été mise en œuvre.

Recommandation 4 - Mise à jour du tableau des engagements

Recommandation a été faite à la Coordination de PEQH de s'assurer de la mise à jour périodique du tableau des engagements. Ce tableau devrait être transmis et/ou discuté avec: (i) le service de Passation de Marchés, pour s'assurer que les attributions de marchés sont conformes au Plan de Passation de Marchés; (ii) et le service de comptabilité, pour s'assurer que tous les paiements effectués sont adéquatement reportés.

Situation Actuelle : Cette recommandation a été mise en œuvre.

Recommandation 5 - Dépenses récusées par la BID

Recommandation a été faite à la Coordination de PEQH de s'assurer du suivi et de la compilation régulière des pièces justificatives et autres documents de support dès l'enregistrement des dépenses aux registres comptables en vue de maintenir un système d'archivage adéquat des documents justificatifs.

Situation Actuelle : Cette recommandation n'a pas été mise en œuvre et elle est reportée au présent rapport avec un facteur aggravant, car les dépenses récusées sont passées de \$ 5,179 au 30 septembre 2018 à un montant de \$ 147,453, soit \$ 142, 274 de dépenses récusées durant la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Commentaires de la Direction

La Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) a soumis ses commentaires qui ont été inscrits aux sections appropriées du rapport, après chaque recommandation.

Experts Comptes & Audités
Comptables Agréés

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI »
(PEQH) DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (MENFP)**

**ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTATS FINANCIERS**

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

**À la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti » (PEQH)
Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV), Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA, exécuté par la Cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), qui comprennent l'état des flux de trésorerie, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du programme.

Tel que décrit à la note 2, l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019 et l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019 ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse qui constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle des flux de trésorerie du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV) pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et des investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux principales conventions comptables décrites à la note 2 et aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable No. 3355/GR – HA.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons noté que des dépenses totalisant \$ 147,453, telles que présentées à la Note 7, ont été récusées par la BID pour cause de justificatifs incomplets.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV) conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction de PEQH/MENFP est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'institution.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui

pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Experts Conseils et Associés

Comptables Agréés

Pétion-Ville, le 28 février 2020

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)
GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
No. 3355/GR - HA

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

		Au 30 septembre 2018	Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019
	Notes			
Montants Reçus				
Financements	(Note 5)	\$ 11,305,561	\$ 2,162,001	\$ 13,467,562
Total des Montants Reçus		<u>11,305,561</u>	<u>2,162,001</u>	<u>13,467,562</u>
Dépenses Effectuées				
Requête No 2 (Paiement direct)		793,202	-	793,202
Requête No 11 (Avance de fonds)	(Note 10)	-	-	-
Requête No 12 (Paiement direct)		364,482	-	364,482
Requête No 13 (Paiement direct)		336,456	-	336,456
Requête No 14 (Justification de fonds avancés)	(Note 6)	2,874,036	-	2,874,036
Requête No 15 (Avance de fonds)	(Note 10)	-	-	-
Requête No 16 (Paiement direct)	(Note 6)	293,850	-	293,850
Requête No 17 (Justification de fonds avancés)	(Note 6)	6,108,789	92,957	6,201,746
Requête No 18 (Justification de fonds avancés)	(Note 10)	-	-	-
Requête No 19 (Justification de fonds avancés)	(Note 6)	-	1,913,875	1,913,875
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 6)	-	875	875
Total des Dépenses Effectuées		<u>10,770,815</u>	<u>2,007,707</u>	<u>12,778,522</u>
Excédent des (Dépenses Effectuées sur les Montants Reçus)		534,746	154,294	689,040
Encaisse, au début de l'exercice		-	524,003	-
Redressement de conversion de devises	(Note 2)	(10,743)	(25,481)	(36,224)
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Notes 3, 4)	<u>\$ 524,003</u>	<u>\$ 652,816</u>	<u>\$ 652,816</u>

Monsieur Schiller Caton
 Coordonnateur

Madame Darling Alty
 Spécialiste Financier

Les notes font partie intégrante des états financiers

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)
GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

ÉTAT D'INVESTISSEMENTS CUMULÉS

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Investissements au 30 septembre 2018	Investissements pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Investissements au 30 septembre 2019
Composante 1. Expansion à l'accès de l'éducation	\$ 10,770,815	\$ 2,007,707	\$ 12,778,522
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	-	-	-
1.2 Programme d'exonération de scolarité	10,770,815	2,007,707	12,778,522
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	-	-
2.1 Formation en service des maîtres	-	-	-
2.2 Programme de DPE	-	-	-
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	-	-
3.1 Renforcement du MNFP	-	-	-
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	-	-
Composante 4. Administration et Supervision Gestion	-	-	-
4.1 Coordination du projet	-	-	-
4.2 Révision intermédiaire	-	-	-
4.3 Audit	-	-	-
Imprévus	-	-	-
TOTAL	\$ 10,770,815	\$ 2,007,707	\$ 12,778,522

Les notes font partie intégrante des états financiers

**PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN
HAÏTI (APREH IV)**

**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI »
(PEQH) DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (MENFP)**

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE No. 3355/GR – HA

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

Selon l'Accord de Financement non Remboursable No 3355/GR – HA, signé le 20 février 2015, entre la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et la République d'Haïti, représentée par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), un don d'un montant de \$ 24 millions a été octroyé au Gouvernement Haïtien dans le cadre du Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti (APREH IV). L'objectif principal du projet est d'appuyer les trois (3) piliers suivants du Plan Opérationnel du Gouvernement Haïtien : (1) l'amélioration de l'accès à l'éducation (éducation préscolaire et fondamentale) ; (ii) l'amélioration de la qualité de l'éducation (avec une attention spéciale à la lecture, l'écriture et le calcul de base) et (iii) le renforcement institutionnel et des capacités de gouvernance du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). Les composantes de l'opération sont énumérées ci-dessous:

Objectifs spécifiques par Composante

Composante 1 - Expansion de l'accès à l'éducation

Cette composante contribue à l'atteinte de l'objectif d'expansion de l'accès à l'éducation. Parmi les activités essentielles qui seront financées, peuvent être citées: (i) remplacement de maximum cinq (5) écoles publiques offrant un accès amélioré à l'éducation gratuite à 4, 100 élèves du préscolaire à la 9^{ème} année, en deux vacations, et (ii) offre d'éducation gratuite à 31, 738 élèves d'écoles non publiques des deux premiers cycles de l'enseignement fondamental, promouvant ainsi l'accès et la rétention.

Sous composante 1.1 : Amélioration de l'accès à une infrastructure de qualité

Le MENFP, via l'UTE construira des écoles en tenant compte des leçons apprises dans le cadre d'opérations antérieures, dont : (i) planification améliorée des sites des écoles ; (ii) utilisation de prototypes d'écoles standardisées et de nouvelles directives et normes pour les écoles ; (iii) utilisation de processus internationaux de passation de marchés la construction et la supervision ; et (iv) coordination améliorée entre agences du Gouvernement Haïtien. La sélection des projets de construction d'écoles ciblera le remplacement des quatorze (14) structures temporaires restantes construites après le séisme de 2010 (Accord de Financement non Remboursable No 2153/GR-HA). Cependant, au cas où les sites s'avèreraient inadéquats pour la construction d'une véritable école, les critères de sélection utilisés dans le cadre d'opérations antérieures seront appliqués pour la sélection des sites, y compris pour le remplacement d'écoles en mauvais état et pour des écoles dans des communautés ne disposant pas d'écoles publiques dans leur voisinage. Certaines ressources seront également utilisées pour fournir des espaces de bureau temporaires pour le personnel du MENFP pendant la reconstruction du nouvel édifice du MENFP dans le cadre de l'Accord de Financement Non Remboursable No 2863/GR-HA. Tout au plus, cinq (5) écoles seront reconstruites et complètement meublées en utilisant des ressources de la Banque.

Sous composante 1.2 : Ouvrir l'accès à l'éducation gratuite via le Programme d'Exonération de Scolarité

Cette composante contribuera à la subvention du paiement de la scolarité pour des élèves inclus au programme PEQH/MENFP inscrits en 1^{ère} année, entre 2010 et 2012, jusqu'à la fin de leur éducation primaire (de la 1^{ère} à la 6^{ème} année). Le programme PEQH a été introduit en 2007, et paie US \$ 90 par enfant par année scolaire à 1, 140 écoles non publiques, au bénéfice de 262, 818 élèves. Des US \$ 90 par élèves, 77% (environ US \$ 69) sont réservés aux dépenses administratives, y compris les salaires des enseignants, et les 23% restants sont réservés à l'achat de manuels scolaires par les écoles. 31, 738 élèves bénéficieront de cette sous-composante.

Composante 2 - Amélioration de la qualité des services

Cette composante sera centrée sur la formation des maîtres pour l'enseignement primaire, sur l'accès aux services de Développement de la Petite Enfance (DPE) et sur la formation des maîtres et du personnel de la DPE.

Sous composante 2.1 : Formation en service des maîtres

Pour faire face aux problèmes du niveau de formation des maîtres, la composante appuiera le MENFP en (i) fournissant une assistance technique pour la tenue d'un registre national des enseignants monté dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No 2643/GR-HA; (ii) élaborant et mettant en place un processus de certification des Institutions existantes de formation d'instituteurs (IFI) pour une formation en service mieux structurée et mieux ciblée des enseignants de l'éducation primaire dans les secteurs public et non public ; (iii) formulant puis exécutant un programme de formation de formateurs d'enseignants, y compris les inspecteurs d'écoles ; (iv) appuyant la certification, la formation et le développement professionnel

des enseignants de l'école fondamentale ; (v) développant et appliquant un programme de mentorat pour accompagner les enseignants après leur formation, et pour les directeurs d'écoles, pour leur permettre d'offrir un leadership dans l'instruction à leurs écoles ; (vi) offrant une assistance technique à la Direction de la Formation et du Perfectionnement (DFP) du MENFP, pour qu'elle puisse efficacement remplir son rôle de régulateur du secteur en charge du développement et de l'application des normes pour les enseignants ; et (vii) évaluant le programme de formation des maîtres.

Sous composante 2.2 : Développement de la Petite Enfance (DPE)

Cette sous composante a pour objectif d'appuyer les efforts du MENFP de fournir des services de qualité dans les écoles, en ligne avec le nouveau programme de DPE. Des ressources du projet seront utilisées pour financer les activités suivantes : (i) développement d'un programme de formation pré-service au DPE ; (ii) élaboration d'un programme de formation ciblant les enseignants des institutions de formation, ainsi que les inspecteurs d'écoles ; (iii) pilotage du nouveau programme de DPE dans cent cinquante (150) salles de classes préscolaires dans des écoles publiques actuellement en construction, ciblant les élèves de quatre (4) à cinq (5) ans, y compris une formation en service pour des enseignants en salle de classe pour qu'ils puissent efficacement enseigner en utilisant le nouveau programme ; (iv) assistance technique au MENFP pour le suivi et l'évaluation du progrès des activités ci-dessus ; et (v) évaluation du nouveau programme de DPE.

Quant aux enfants de moins de quatre (4) ans qui grandissent dans des familles pauvres avec, en majorité, des parents analphabètes et dont les phases de développement sont très limitées, leur manque d'accès à des programmes de DPE de qualité implique un grand désavantage pour leur développement futur. Vu l'existence limitée de programmes publics de DPE, des ressources du projet appuieront le développement et le pilotage d'un programme d'éducation des parents, dans le cadre duquel des agents communautaires formés travailleront initialement avec cent (100) familles sur les méthodes de stimulation et d'interaction avec leurs enfants pour encourager leur développement et leur apprentissage futur.

Composante 3 - Renforcement Institutionnel/Gouvernance

Cette composante fournira une assistance technique au MENFP dans les domaines essentiels suivants: (i) Assistance technique pour la consultation de long terme « incorporée » pour appuyer les directions techniques du MENFP dans la planification et la réalisation d'activités liées à la composante II et à la gestion du Projet. Le 10 septembre 2014, le Ministère de l'Éducation Nationale de la Finlande a signé un Mémoire d'Entente avec le MENFP confirmant son intérêt à fournir une expertise technique dans les domaines de la formation des maîtres, de la DPE, du développement des curriculums, des examens administrés aux élèves, et du développement de politiques. Il est prévu que le Ministère Finlandais mettra à disposition des conseillers seniors (détachés) pour travailler dans ces domaines. Des ressources du projet couvriront les frais de voyage et de logistique pour les experts finlandais ; et (ii) vu le manque constant d'informations actualisées et fiables sur le secteur de l'éducation, l'Association Internationale pour l'Évaluation des Acquis de l'Éducation (IEA) sera directement recrutée pour : (1) analyser les bases de données existantes sur les résultats obtenus aux

examens nationaux pour créer des informations de ligne de base sur les acquis des élèves ; (2) créer de nouveaux outils d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul pour les premières années du fondamental. Spécifiquement, l'IEA aura à charge le développement de nouveaux instruments d'évaluation des compétences en lecture, écriture et calcul, en français comme en créole, en 2^{ème} année, et les compétences en lecture, écriture et mathématiques en 4^{ème} année ; (3) piloter et évaluer les instruments d'évaluation ; et (4) fournir une assistance technique au MENFP pour les évaluations à venir et pour les institutionnaliser.

Composante 4 - Administration et Supervision du Projet

Cette composante financera: (i) les coûts administratifs de l'Unité de Coordination du Projet (UCP/MENFP) au sein du MENFP, y compris les honoraires du personnel technique et des comptables ; (ii) le monitoring et l'évaluation ; et (iii) les audits financiers. Pour relever certains défis confrontés dans le cadre d'opérations antérieures impliquant la communication et la coordination entre le MNEFP et les unités d'exécution existantes UTE, FAES, le MENFP a demandé que pour cette opération soit créée une UCP/MENFP interne pour diriger le processus global de planification et d'exécution du Projet, spécifiquement les composantes de renforcement institutionnel et d'amélioration de la qualité (Composantes 2 et 3). Le MENFP continuera à s'en remettre à l'UTE pour la construction des écoles (Sous composante 1.1) et à la cellule PEQH pour le programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2).

MÉCANISMES DE FINANCEMENT DU PROGRAMME

Le coût total du programme s'élève à vingt-quatre millions deux cent cinquante mille dollars (\$ 24, 250, 000). Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous:

En milliers de dollars américains

Composante	Sources		
	BID	Local	Total
<i>Composante1: Expansion de l'accès à l'Éducation</i>	9,115.00	-	9,115.00
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579.00	-	5,579.00
1.2 Programme d'exonération de scolarité	3,536.00	-	3,536.00
<i>Composante 2: Amélioration de la qualité des services</i>	9,064.00	-	9,064.00
2.1 Formation en service des maîtres	5,614.00	-	5,614.00
2.2 Programme DPE	3,450.00	-	3,450.00
<i>Composante 3: Renforcement Institutionnel/Gouvernance</i>	2,597.00	-	2,597.00
3.1 Renforcement du MENFP	1,597.00	-	1,597.00
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour premières années	1,000.00	-	1,000.00
<i>Composante 4: Administration et Supervision du Projet</i>	2,113.00	250.00	2,363.00
4.1 Coordination du projet	1,743.00	250.00	1,993.00
4.2 Révision intermédiaire et finale	120.00	-	120.00
4.3 Audit	250.00	-	250.00
Imprévus	1,111.00	-	1,111.00
Total	24,000.00	250.00	24,250.00

Le projet restera ouvert aux Accords de Financement additionnels (co-financements) pendant sa phase d'exécution.

EXÉCUTION

Le projet sera exécuté par deux Organismes d'exécution: le MEF, qui agira par l'intermédiaire de l'UTE, et le MENFP, qui agira par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP de PEQH. Le MEF, par l'intermédiaire de l'UTE, sera responsable de la construction des écoles (Sous composante 1.1). Le MENFP, par l'intermédiaire de PEQH sera responsable du programme d'exonération de scolarité (Sous composante 1.2) et par l'intermédiaire de l'UCP/MENFP, sera responsable de l'amélioration de la qualité de l'éducation et du renforcement institutionnel (Composantes 2 et 3). L'unité de Passation de Marchés (UPM) du MENFP sera responsable pour la passation de marchés pour toutes les composantes, sauf l'infrastructure. Tous les organismes d'exécution, et ses intermédiaires (l'UCP/MENFP, l'UTE/MEF et PEQH/MENFP), démontreront, à la satisfaction de la Banque, que chacune d'elles remplit les conditions appropriées pour exécuter ses tâches dans le cadre du projet.

La répartition du budget de financement de vingt-quatre millions dollars de la BID a été modifiée de concert entre la BID et le Ministère des Finances en juin 2017. En effet, une réallocation a été effectuée pour un montant de \$ 6, 300,000, transférés du budget de l'UCP du MENFP au budget de l'EPT du MENFP sur la composante 1.2 « Programme d'exonération de scolarité ».

Le 14 septembre 2017, la BID a approuvé une demande de réallocation budgétaire produite par le Ministère de l'Économie et des Finances afin de financer le programme de cantines scolaires. Ainsi, un transfert d'un montant de \$ 4, 200,000 a été effectué à partir des fonds de l'UCP en faveur de PEQH. Cette transaction a pris effet le 24 octobre 2017. Ainsi, au 30 septembre 2019, l'allocation du budget se présente comme suit, par organisme d'exécution:

	UTE/MEF	UCP/MENFP	PEQH/MENFP	TOTAL
Composante 1. Expansion de l'accès à l'éducation	\$ 5,579,000	\$ -	\$ 13,726,062	\$ 15,415,062
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	5,579,000	-	-	5,579,000
1.2 Programme d'exonération de scolarité	-	-	13,726,062	9,836,062
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	984,685	-	4,163,800
2.1 Formation en service des maîtres	-	652,685	-	3,213,800
2.2 Programme de DPE	-	332,000	-	950,000
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	2,214,913	-	2,796,800
3.1 Renforcement du MENFP	-	678,551	-	596,800
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	1,536,362	-	2,200,000
Composante 4. Administration et Supervision du projet	-	1,185,340	310,000	1,612,930
4.1 Coordination du projet	-	1,125,340	120,000	1,242,930
4.2 Révision intermédiaire	-	-	190,000	120,000
4.3 Audit	-	60,000	-	250,000
Imprévus	-	-	-	11,408
TOTAL	\$ 5,579,000	\$ 4,384,938	\$ 14,036,062	\$ 24,000,000

Le présent rapport concerne uniquement les fonds gérés par PEQH du MENFP d'un montant de \$ 14, 036,062. Les activités mises en œuvre par l'UCP du MENFP ont pris fin au 30 septembre 2018 et les fonds gérés par l'UTE du MEF ont fait l'objet d'un rapport d'audit séparé pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

2. Principales Conventions Comptables

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'accord de don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des paiements directs effectués par la BID sur un compte spécial domicilié à la Banque de la République d'Haïti (BRH). Pour la mise en œuvre des activités prévues, des transferts sont ensuite effectués par la BRH, du compte spécial à un compte clearing en monnaie locale détenu à la Banque Nationale de Crédit, sur demande formelle de PEQH du MENFP. En dernier lieu, des virements peuvent être effectués par la BNC aux Directeurs d'écoles.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés dans un rapport séparé à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en gourdes et en dollars des États-Unis d'Amérique et les états financiers sont présentés en dollars américains. Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains aux différents taux de change prévalant lors des ventes de devises visant à approvisionner le compte en monnaie locale, selon la méthode « Premier entré, Premier sorti ». Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2019, ces taux ont varié de Gourdes 69.9774 à 93,3162.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2019 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur à cette date, soit Gourdes 93,3162 pour un (1) dollar américain. Les redressements résultant de cette conversion sont présentés séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme d'Appui au Plan et à la Réforme de l'Éducation en Haïti, exécuté par la cellule « Pour une Éducation de Qualité en Haïti (PEQH) » du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

Encaisse

Le solde du compte spécial aux 30 septembre 2019 et 2018 se présente comme suit :

	Au 30 septembre 2019				30 septembre 2018
	Gourdes	Gourdes converties en Dollars	Dollars	Total	
BRH - Dolars 111 070907	HTG -	\$ -	\$ 431,962	\$ 431,962	\$ 327,626
BRH - Gourdes 111270910	20,609,264	220,854	-	220,854	196,377
Total	HTG 20,609,264	\$ 220,854	\$ 431,962	\$ 652,816	\$ 524,003

3. Réconciliation des mouvements sur le compte désigné au 30 septembre 2019

Le solde du compte désigné au 30 septembre 2019 se résume comme suit:

Solde des comptes désignés au 30 septembre 2018	\$ 524,003
Avances reçues durant la période audité	<u>2,162,001</u>
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux	2,686,004
Dépenses totales de la période audité	<u>(2,007,707)</u>
Excédent des montants reçus sur les montants décaissés	678,297
Redressement de conversion de devises	<u>(25,481)</u>
Soldes des comptes désignés au 30 septembre 2019	<u>\$ 652,816</u>

4. Financements BID

Au 30 septembre 2019, la BID a décaissé 96% de sa contribution au PEQH. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2018	Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019	
Paiement Directs	\$ 1,787,990	\$ -	\$ 1,787,990	(1)
Avances de fonds	<u>9,517,571</u>	<u>2,162,001</u>	<u>11,679,572</u>	(2)
	<u>\$ 11,305,561</u>	<u>\$ 2,162,001</u>	<u>\$ 13,467,562</u>	

(1) Les contributions en paiements directs sont constituées des requêtes suivantes:

Requête 2 - Paiement direct	\$ 793,202
Requête 12 - Paiement direct	364,482
Requête 13 - Paiement direct	336,456
Requête 16 - Paiement direct	<u>293,850</u>
	<u>\$ 1,787,990</u>

(2) Les contributions en avances de fonds sont constituées des requêtes suivantes:

Requête 11 - Avance de fonds	\$ 3,317,571
Requête 15 - Avance de fonds	6,200,000.00
Requête 18 - Avance de fonds	<u>2,162,001.00</u>
	<u>\$ 11,679,572</u>

5. Dépenses effectuées non encore soumises

Au 30 septembre 2018, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID dans le cadre du programme, totalisaient un montant de \$ 6, 108,789. Des chèques annulés totalisant un montant de \$ 92,957, qui n'avaient pas été pris en compte au 30 septembre 2018 ont été réintégrés aux dépenses non encore soumises, suite au constat que ces chèques avaient été réémis durant la période terminée au 30 septembre 2018. Ce qui ramène le total des dépenses effectuées non encore soumises à un montant de \$ 6, 201,746.

Au cours de l'exercice terminé au 30 septembre 2019, ces dépenses ont été intégralement soumises à la requête No. 17.

Durant la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019 des dépenses totalisant un montant de \$ 2, 007,707 ont été encourues et des dépenses totalisant \$ 1, 913,875 ont été soumises à la BID, ramenant ainsi au 30 septembre 2019 les dépenses effectuées non encore soumises à un montant de \$ 875 se présentant comme suit :

Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2018		\$ 6,108,789
Chèques annulés aux Registres comptable au 30 septembre 2018		<u>92,957</u>
		6,201,746
Requête de justification No. 17		<u>(6,201,746)</u>
		-
Dépenses de la période	2,007,707	
Réémission des chèques annulés, non pris en compte au 30 septembre 2018	<u>(92,957)</u>	
	1,914,750	
Requête de justification No. 19, non encore traitée par la BID	<u>(1,913,875)</u>	<u>875</u>
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2019		<u>\$ 875</u>

6. Dépenses récusées

Au 30 septembre 2019, les dépenses récusées par la BID s'élèvent à un montant de \$ 147,453 et sont réparties entre les requêtes suivantes.

	<u>Dépenses Soumises</u>	<u>Dépenses Acceptées</u>	<u>Dépenses Récusées</u>	
Requête No. 14	\$ 2,874,037	\$ 2,868,858	\$ 5,179	(a)
Requête No. 17	<u>6,201,746</u>	<u>6,059,472</u>	<u>142,274</u>	(b)
	<u>\$ 9,075,783</u>	<u>\$ 8,928,330</u>	<u>\$ 147,453</u>	

(a) Sur la requête No.14, le montant récusé se détaille comme suit:

Chèque No.5	\$	888	Absence du rapport de mission et du tableau de per diem
Chèque No.11		74	Absence de la liste de distribution des cartes de recharge
Chèque No.12		1,553	Absence de preuve de réception de per diem
Chèque No.13		755	Absence de rapport de mission
			Absence d'une note explicative justifiant le paiement du service
Vir L-3221		<u>1,909</u>	d'entreposage
	\$	<u>5,179</u>	

(b) Sur la requête No.17, le montant récusé se détaille comme suit:

Chèque No. 158	\$	1,168	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 159		1,168	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 160		764	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 161		779	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 162		509	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 163		225	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No. 164		150	Absence de supports justificatifs des dépenses
Chèque No.144		76,686	Absence de bons de réception
Chèque No.145		60,826	Absence de bons de réception
	\$	<u>142,274</u>	

7. Avances en Attente de Justification

Au 30 septembre 2019, le solde des avances en attente de justification totalise un montant de \$ 2, 751,242 et se présente comme suit:

Solde des avances à justifier au 30 septembre 2018	\$	6,648,713
Avances de fonds enregistrées au cours de l'exercice:		
Requête de demande d'avance No. 18		<u>2,162,001</u>
Fonds disponibles		8,810,714
Justification d'avance au cours de l'exercice:		
Requête de justification No. 17		<u>(6,059,472)</u>
Solde des avances à justifier au 30 septembre 2019	\$	<u>2,751,242</u>
Avance en attente de justification présentée au WLMS	\$	<u>2,751,242</u>

Banque	652,816
Dépenses effectuées non encore soumises	875
Dépenses soumises non acceptées par la BID	147,453
Dépenses soumises, non encore traitées par la BID	1,913,874
Redressement de conversion de devises	<u>36,224</u>
Total	<u>\$ 2,751,242</u>

8. Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2019

Au 30 septembre 2019, le redressement de conversion de devises accuse un montant de \$ 36,224 qui est ainsi constitué :

Au 30 septembre 2018	\$ 10,743
Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019 (Note 9)	<u>25,481</u>
Redressement de conversion de devises de l'exercice	<u>\$ 36,224</u>

Ce redressement de conversion de devises résulte des transactions Gourdes et Dollars suivantes :

	Gourdes	Gourdes Converties en Dollars U.S	Dollars U.S	Total U.S
Avance de fonds	HTG -	\$ -	\$ 2,162,001	\$ 2,162,001
Ventes de devises	154,068,000	2,000,000	(2,000,000)	-
Dépenses de l'exercice	(147,200,654)	(1,950,042)	(57,665)	(2,007,707)
Solde de l'encaisse au début de l'exercice	<u>13,741,918</u>	<u>196,377</u>	<u>327,626</u>	<u>524,003</u>
Solde de l'encaisse au 30 septembre 2019	HTG 20,609,264 ⁽¹⁾	<u>\$ 246,335</u>	<u>\$ 431,962</u>	<u>\$ 678,297</u>
Solde de l'encaisse en Gourdes réévalué au taux en vigueur au 30 septembre 2019 en Dollars US		<u>220,854</u>	<u>431,962</u>	<u>652,816</u>
Écart taux de change de la période		(25,481)	-	\$ (25,481)
Écart taux de change au début de l'exercice		<u>(10,743)</u>	<u>-</u>	<u>(10,743)</u>
Écart taux de change au 30 septembre 2019		<u>\$ (36,224)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ (36,224)</u>

⁽¹⁾ Le solde de l'encaisse en Gourdes d'un montant de 20,609,264 a été converti au taux de référence de la Banque de la République d'Haïti du 30 septembre 2019, soit HTG 93.3162, pour un dollar américain.

9. Suivi de la numérotation de requêtes

Le suivi de la numérotation des requêtes, selon le LMS, montre que la requête No 2 est suivie de la requête No. 10. Les requêtes Nos. 3 à 9 ne sont pas portées au niveau du WLMS. Les requêtes Nos. 11, 15 et 18 sont des avances de fonds, par conséquent, elles n'impactent pas les sorties de fonds au niveau du flux de trésorerie.

10. État des Soldes Budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et les Registres de la BID

La réconciliation du Loan Management System (LMS) avec le tableau d'Investissements est présentée à l'Annexe II.

12. Engagements

Au 30 septembre 2019, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme s'élève à un montant de HTG 15, 813,933 (équivalent au taux de fin de période, à \$ 169,466) dont les détails sont présentés à l'Annexe III.

14. Matériels et équipements

Au 30 septembre 2019, les matériels et équipements acquis par la Direction de PEQH totalisent un montant de \$ 194,486 dont le sommaire est présenté à l'Annexe IV.

15. Évènements subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de PEQH a examiné tous les évènements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2019 et le 28 février 2020, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)

ANNEXE I

GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)

DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)

DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

TABLEAU DES SOLDES BUDGÉTAIRES

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Budget d'Investissement	Investissements au 30 septembre 2019	Soldes Budgétaires au 30 septembre 2019
Composante 1. Expansion à l'accès de l'éducation	\$ 14,036,062	\$ 12,778,522	\$ 1,257,540
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	-	-	-
1.2 Programme d'exonération de scolarité	14,036,062	12,778,522	1,257,540
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	-	-
2.1 Formation en service des maîtres	-	-	-
2.2 Programme de DPE	-	-	-
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	-	-
3.1 Renforcement du MNFP	-	-	-
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	-	-
Composante 4. Administration et Supervision Gestion	-	-	-
4.1 Coordination du projet	-	-	-
4.2 Révision intermédiaire	-	-	-
4.3 Audit	-	-	-
Imprévus	-	-	-
TOTAL	\$ 14,036,062	\$ 12,778,522	\$ 1,257,540

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)
GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ANNEXE II

No. 3355/GR - HA

RÉCONCILIATION DES REGISTRES COMPTABLES AVEC LE WLMS

Au 30 septembre 2019

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET D'INVESTISSEMENT	DÉPENSES JUSTIFIÉES	DÉPENSES SOUMISES NON ENCORE ACCEPTÉES	DÉPENSES TOTALES	DÉPENSES PRÉSENTÉES AU WLMS	DIFFÉRENCES
Composante 1. Expansion à l'accès de l'éducation	\$ 14,036,062	\$ 10,716,340	\$ 2,062,182	\$ 12,778,522	\$ 10,716,340	\$ 2,062,182
1.1 Amélioration de l'accès à l'infrastructure	-	-	-	-	-	-
1.2 Programme d'exonération de scolarité	14,036,062	10,716,340	2,062,182	12,778,522	10,716,340	2,062,182 ⁽¹⁾
Composante 2. Amélioration de la qualité des services	-	-	-	-	-	-
2.1 Formation en service des maîtres	-	-	-	-	-	-
2.2 Programme de DPE	-	-	-	-	-	-
Composante 3. Renforcement Institutionnel/Gouvernance	-	-	-	-	-	-
3.1 Renforcement du MNFP	-	-	-	-	-	-
3.2 Nouveaux outils d'évaluation pour les 1ères années	-	-	-	-	-	-
Composante 4. Administration et Supervision Gestion	-	-	-	-	-	-
4.1 Coordination du projet	-	-	-	-	-	-
4.2 Révision intermédiaire	-	-	-	-	-	-
4.3 Audit	-	-	-	-	-	-
Imprévus	-	-	-	-	-	-
TOTAL	\$ 14,036,062	\$ 10,716,340	\$ 2,062,182	\$ 12,778,522	\$ 10,716,340	\$ 2,062,182 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Ce montant est ainsi constitué:

\$ 875	Représentant les dépenses effectuées, non encore soumises à la BID au 30 septembre 2019;
147,453	Représentant des dépenses soumises à la BID, non encore acceptées au 30 septembre 2019;
1,913,874	Représentant des dépenses soumises non encore traitées par la BID au 30 septembre 2019
(20)	Représentant la requête No 10, retracée au WLMS (LMS Number 201706926.
\$ 2,062,182	

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)
GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)
DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)
DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

No. 3355/GR - HA

TABLEAU DES ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Code	Libellé	Fournisseur	Total exprimé en Gourdes			Solde Converti en Dollars U.S
			Montant Engagé	Montant payé	Solde	
EPT2-BID-ED-CI-699	Développement de Base de Données et d'Application pour les cartes Scolaires	Nicolas Ignacio Clarens	HTG 1,787,500	HTG 1,165,139	HTG 622,361	\$ 6,669
EPT2-BID-QC-CI-857	Évaluation mi-parcours de l'opération APREH	Dario-Styve Célestin	3,192,500	-	3,192,500	34,212
EPT2-BID-SED-S-704	Appui Technique au 10 écoles reconstruites par la BID	Mausert François (ADEMA)	14,116,555	2,117,483	11,999,072	128,585
Total			<u>HTG 19,096,555</u>	<u>HTG 3,282,622</u>	<u>HTG 15,813,933</u>	<u>\$ 169,466</u>

PROGRAMME D'APPUI AU PLAN ET À LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION EN HAÏTI (APREH IV)**GÉRÉ PAR LA CELLULE « POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ EN HAÏTI » (PEQH)****DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
(MENFP)****DON DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)****No. 3355/GR - HA****LISTE DES MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS****Au 30 septembre 2019****(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)**

	Au 30 septembre 2018	Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Total Au 30 septembre 2019
Motocyclettes	\$ 34,670	\$ -	\$ 34,670
Véhicules	137,513	-	137,513
Équipements informatiques	22,303	-	22,303
Total	\$ 194,486	\$ -	\$ 194,486